

SOUDAN

**Les enquêtes sur la mort de John Garang
doivent être indépendantes**

Index AI : AFR 54/070/2005

ÉFAI

Jeudi 4 août 2005

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Alors que des affrontements violents continuent de se produire après le décès de John Garang de Mabior, premier vice-président, dans un accident d'hélicoptère, Amnesty International demande que soit ouverte une enquête indépendante, disposant des compétences et ressources appropriées, sur les causes de sa mort – seul moyen, selon l'organisation, de ne pas aller au devant d'un échec, aux yeux de la population soudanaise.

Après l'appel lancé hier 3 août par le Mouvement populaire de libération du Soudan (MPLS) en faveur d'une enquête internationale, le gouvernement soudanais a annoncé la formation d'une commission nationale pour enquêter sur l'accident, conjointement avec le MPLS.

« La participation de tierces parties indépendantes – telles que les Nations unies - à cette enquête est essentielle ; elle permettrait de s'assurer que l'enquête est non seulement indépendante mais considérée comme telle par la population soudanaise, a déclaré Kolawole Olaniyan, directeur du programme Afrique d'Amnesty International.

« Bien que les violences en cours à Khartoum aient été provoquées par les soupçons entourant la mort de John Garang, elles ont pour origine la marginalisation et les atteintes aux droits humains constatées dans le pays depuis des dizaines d'années, selon Kolawole Olaniyan.

« La récente intégration d'un dirigeant sudiste au gouvernement symbolisait, aux yeux de nombreuses personnes, la possibilité d'un changement profond au Soudan – notamment l'espoir que soit mis fin à la marginalisation dont sont victimes de nombreux Soudanais. Si les soupçons entourant les causes de la mort de John Garang ne sont pas entendus et ne donnent pas lieu immédiatement à une enquête indépendante, la population du Soudan pourrait craindre de voir lui échapper les changements positifs entrevus au niveau de la situation des droits humains et de n'avoir pas été pris en considération. »

Des experts ougandais de l'aviation se sont rendus sur le lieu de l'accident mardi 2 août. Les Nations unies ont offert leur aide pour toute enquête qui serait décidée.

Tout en maintenant l'importance d'une enquête indépendante, l'organisation a souligné que rien ne lui permettait de penser qu'il ne s'agissait pas d'un accident.

Complément d'information

Le 1^{er} août, des violences ont éclaté après l'annonce de la mort de John Garang – principalement dans la capitale Khartoum. Selon des observateurs sur le terrain, le nombre des morts s'élèverait à près de 130. Des coups de feu et des bagarres à coups de bâtons et de barres de fer seraient à l'origine de la plupart des décès. Un couvre-feu nocturne (de 18h00 à 6h00) a été instauré à Khartoum dès le premier jour des émeutes et reconduit ensuite. L'armée et la police ont déployé d'importants moyens dans la ville, des informations faisant état de très nombreuses arrestations commencent à arriver.

Amnesty International appelle les membres des forces de police et tous les responsables de l'application des lois de respecter les Principes de base des Nations unies sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois et le Code de conduite des Nations unies pour les responsables de l'application des lois. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>